PARQUET GENERAL

CITE JUDICIAIRE

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs

Au nom de tous les magistrats du Parquet Général je vous présente mes félicitations les plus chaleureuses à l'occasion de votre installation au poste suprême de la magistrature, à la fois président de la Cour Supérieure de Justice et de la Cour constitutionnelle.

Permettez-moi également de vous présenter mes vœux de pleine réussite dans vos fonctions.

Madame la Vice-présidente nous a retracé le déroulement de votre carrière.

Vous avez exercé pour ainsi dire toutes les fonctions au sein de la magistrature et ainsi eu à connaître de toutes les branches du droit à propos desquelles il vous appartient maintenant de présider les instances qui décident si les juridictions du fond ont fait une exacte application de la loi ou non, si une disposition légale donnée est conforme à la loi ou non.

Madame la Vice-présidente a brossé un tableau complet de votre personne à savoir celle d'un excellent juriste, sachant prendre des décisions après avoir écouté les uns et les autres, un homme à la fois discret et fort sociable, convivial. Toutes les qualités que Madame la Vice-Présidente vous a attribuées vous les avez, même si comme je vous connais vous n'aimez pas tellement les entendre énoncées, surtout devant un aussi large public.

Mais attention : Toute médaille a son revers : les attentes de nous tous à votre égard sont toutes aussi grandes.

N'ayez toutefois crainte : vous y réussirez en étant tout simplement vous-même.

Vous connaissez également fort bien la vie des gens et essayez de faire le grand écart que l'on demande à chaque magistrat : Au nom du principe de l'impartialité, et de la dictature du paraître qui s'y est greffée, il faut à la fois savoir vivre sur la lune et connaître la vie des gens, la vie en société.

Madame la Vice-Présidente a cherché vainement un trait commun entre nous en matière sportive. Il y a toutefois une discipline qui aurait pu nous réunir : une épreuve d'athlétisme et plus précisément le lancer de javelot : En effet n'avons nous pas habité durant +/- 25 ans à une distance en ligne directe d'un bon jet du javelot ?

Monsieur le Président,

La charge du plus haut magistrat de notre pays a de tout temps été une lourde charge.

Toutefois des défis ardues et encore largement inconnus vous attendent, ne la rendent pas moins lourde, mais encore plus exigeantes et – peut-être – mais est-ce possible encore plus intéressantes.

En premier lieu il y aura – peut-être ou certainement – qui sait ? les profondes modifications que le Constituant dans un premier temps et le législateur dans un deuxième temps, s'appêtent à apporter à toute l'organisation judiciaire et qui consistent notamment :

- dans la création d'une Cour Suprême, en même temps Cour de cassation et des juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, première innovation, et Cour constitutionnelle,
- la modification du système de saisine de la juridiction suprême en matière de contrôle de constitutionnalité des lois qui sera calquée sur celui du contrôle de nos lois en matière de conventions internationales,
- la création d'un Conseil National de la Justice

Voilà pour les grands traits des réformes envisagées.

S'il est exact qu'il est à l'heure actuelle impossible de savoir, ne fût-ce que pour des raisons purement techniques, si cette réforme ambitieuse de la Constitution sera évacuée au cours de la présente législature, il vous appartiendra au moment où les textes arrêtés provisoirement au niveau du gouvernement seront soumis pour avis à la Cour de veiller – même s'il y aura inévitablement des divergences entre magistrats sur différents points – à ce que l'indépendance de la Justice soit assurée.

Cette indépendance, le répétera-t-on jamais assez, n'est pas un privilège pour la Justice, un but en soi, mais la condition sine qua non de l'impartialité de la Justice.

Sans impartialité de la Justice point « d'Etat de droit » c'est-à-dire de soumission de l'Etat au droit qui en tant que « rule of law » est le triomphe du Droit !

Mais quid si l'Etat d'une part exige de ses citoyens le respect du droit, c'est-à-dire surtout des règles pénales qu'il établit et, d'autre part, s'affranchit lui-même,

délibérément du respect de ces règles ?

Eu égard aux récents événements, dont il apparait que certains organes étatiques, familier du secret et dans le confort de celui-ci ne sont pas disposés à se soumettre aux règles de droit, ces réflexions sont d'une actualité brûlante, même si elles sonnent bien creuses en ce moment.

Quid de la confiance des citoyens dans les Institutions ?

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs

Ainsi qu'il est de tradition lors des audiences solennelles de la Cour il y a lieu de rappeler la mémoire des magistrats et fonctionnaires de l'ordre judiciaire décédés depuis la dernière séance solennelle qui eut lieu le 18 novembre 2010.

Depuis cette date nous ont quittés

Monsieur Julien LUCAS, Président de chambre à la Cour d'appel
Monsieur Pierre SCHMIT, Procureur général d'Etat adjoint
Monsieur Etienne KLEIN, Président de la Cour Supérieure de Justice
Monsieur Marc THILL, Président de la Cour Supérieure de Justice

Ce furent tous d'excellents et consciencieux magistrats qui ont donné une bonne image de la Justice.

Monsieur Julien LUCAS est décédé le 19 octobre 2011 alors qu'il était encore en fonction. Il s'absentait le lendemain de l'audience solennelle du 13 octobre 2011 en cours d'après-midi de son poste parce qu'il ne se sentait pas très bien. Le lendemain il était terrassé par une crise cardiaque dont il ne devait pas se remettre.

M. LUCAS était un magistrat affable d'une régularité et collégialité exemplaires ainsi que d'une grande discrétion.

M. Pierre SCHMIT est décédé le 12 janvier 2012. Il était un magistrat et plus précisément un parquetier hors pair : un sens de l'opportunité de l'action, de la manière de réagir en toutes circonstances le tout sans faire fi des principes juridiques. Aussi a-t-il dirigé la bien ingrate tâche de l'exécution des peines durant une quinzaine d'années d'une main de maître.

M. Etienne KLEIN, Président de la Cour Supérieure de Justice est décédé le 18 juin 2012. M. KLEIN dont vous êtes le 10^{ème} successeur, était un homme de convictions,

rigoureux mais également fort convivial ce qui peut surprendre ceux qui ne le connaissaient pas bien.

Finalement le 15 novembre écoulé la famille judiciaire a perdu Monsieur Marc THILL, président honoraire de la Cour Supérieure de Justice. Dire que c'était un juriste hors pair est la moindre des choses. Il était aussi un homme d'un esprit de synthèse exceptionnel qui « sentait » en quelque sorte le problème essentiel de tout dossier à peine avait-on commencé à le lui exposer, ce qui ne l'empêchait pas d'être un homme d'écoute.

Il était également un homme d'une culture exceptionnelle. Son sens de la collégialité et son humour vif étaient d'autres de ses qualités.

Nous ont encore quittés parmi les fonctionnaires :

- Monsieur Marcel WAGNER, greffier en chef du Tribunal de Luxembourg
 - Monsieur Norbert WEBER, préposé du casier judiciaire
- et
- Madame la bibliothécaire Manon SCHWIRTZ.

Ces fonctionnaires ont rempli leurs fonctions avec compétence et dévouement. De ce chef ils ont joui de l'estime et de la considération de toute la famille judiciaire.

Finalement je me permets de rappeler encore la mémoire de Monsieur Jos WEILER et de Madame Patricia BINEAU.